



LA NATION

LA GUADELOUPE EN MOUVEMENT

BIMENSUEL : ANNÉE 1 • N°14 • 16 DECEMBRE 2005

«QUE VIVE MAINTENANT LIBREMENT NOTRE NATION APRÈS DES SIÈCLES D'ÉTOUFFEMENT»



JOYEUX NOËL ET BONNE ANNÉE 2006

ÉDITORIAL

LA DISPARITION PROGRAMMÉE ?

En disant que notre pauvre petit pays est en voie de disparition , nulle volonté chez moi de tomber dans l'excès et la démesure. L'observation attentive de notre réalité , le comportement des Guadeloupéens plusieurs fois disséqué , montrent bien l'accélération d'un processus en germe dans les choix faits depuis de nombreuses années .Le cycle dans lequel nous sommes aujourd'hui a en fait commencé en 1848 avec la nouvelle abolition de l'esclavage imposée encore une fois par nos luttes mais comme c'est souvent le cas dans notre histoire accaparée par les vainqueurs et considérée comme le résultat des principes de la République, concept par lequel les français imposent depuis toujours leur culture et leurs passions à ceux qui ont eu le malheur d'être leurs vaincus. En choisissant l'assimilation contre toute attente , les vaincus de la colonisation c'est-à-dire les Guadeloupéens , avaient accepté à terme leur disparition, celle de leur pays natal et donc la dissolution de tout ce que nous avons entrepris notamment en 1801. La volonté des conservateurs de tous bords politiques qui ont toujours eu le pouvoir , la recherche d'une égalité individuelle avec les autres français , le refus de poser la question préalable des droits naturels de la communauté Guadeloupe et bien entendu les faiblesses psychologiques d'un petit pays sans grande capacité de résistance compte tenu de l'absence d'une culture ancienne et solide , ont brutalement accéléré ce processus . L'étonnant est qu'il ait pris autant de temps pour se réaliser. Nous sommes maintenant intégrés et assimilés au sens français du terme et donc la Guadeloupe ne sera plus, beaucoup plus vite qu'on ne le pense .Certes le pire n'est jamais certains. Mais il nous faut relancer rapidement un pays installé dans un coma profond pour arrêter la spirale de la disparition. Pour cela , il faudra plus que des réactions épidermiques quand les vainqueurs de la guerre coloniale se laissent aller à leur penchant de toujours , leur naturelle supériorité et leur devoir d'apporter la civilisation à des peuples arriérés .Comme nous ne cessons de le dire , la seule voie pour que nous puissions exister et occuper notre place dans le monde est l'existence d'une Guadeloupe sûre d'elle , forte et ambitieuse , une Guadeloupe qui propose , discute et réalise. C'est en tous cas notre projet car nous sommes la Guadeloupe et que nous avons reçu mission de l'encadrer et de l'amener vers des cieux plus cléments et guadeloupéens.

JEAN-PAUL ELUTHER

SOMMAIRE :

Faiblesse du pouvoir politique p 3

Une économie de supermarché P 5

Les ambiguïtés de la culture p 7

Présentation des écrivains Guadeloupéens p 9

FAIBLESSE DU POUVOIR POLITIQUE

Sans pouvoir politique, un pays a toutes les peines du monde à se faire entendre et à construire une société conforme à ses besoins et à ses principes.

Notre pays la Guadeloupe en fait l'expérience depuis fort longtemps, ses élites ayant convaincu le peuple depuis 1848 à accepter l'intégration à l'État nation français. En effet, dans un système comme le système français tel qu'il fonctionne depuis le 16^{ième} siècle, la centralisation à Paris est la clé de voûte. Il en résulte que l'histoire coloniale française a été fondée sur un principe simple : c'est la métropole qui dirige et organise tout. Ainsi, la législation intérieure de chaque territoire n'est pas faite sur place ; elle est élaborée à distance puis transportée avec ou sans aménagement. Il en va de même avec la départementalisation qui est la forme contemporaine de la colonisation. Les élites françaises défendent avec âpreté et esprit de supériorité leur système et ne souhaitent pas qu'il change. La République imaginée et construite par les français est un système solide dont l'histoire est millénaire. Dans cette organisation l'uniformité est la règle. Toutes les institutions françaises, Conseil constitutionnel, Conseil d'état, Cour des comptes participent au maintien de la centralisation et de l'uniformité.

Cependant pour tenir compte de la force des besoins et intérêts locaux, le pouvoir central consent de temps en temps à décentraliser vers les échelons inférieurs certaines attributions avec les

nombreuses contraintes que les juristes français ont mis en place. C'est pourquoi, les attributions qui sont allouées à ces échelons sont limitées et ne concernent que des domaines secondaires. On l'a vu avec les deux dernières grandes vagues de décentralisation : rien de fondamental n'a été décentralisé car les principes d'organisation ne le permettent pas. Les collectivités locales sont des administrations périphériques qui reçoivent de l'État la mission de faire fonctionner quelques services publics de proximité. Ceux qui en Guadeloupe ont cru ou croient encore que la décentralisation donne du pouvoir politique se trompent et surtout trompent le peuple. En effet, disposer de pouvoir politique c'est surtout avoir la possibilité de produire de la réglementation et des politiques pour gérer directement un territoire, l'adapter aux contraintes externes et en moduler éventuellement les structures. La décentralisation ne touche pas au pouvoir de réglementation qui appartient aux instances nationales. Ainsi les Guadeloupéens malgré la décentralisation, ne peuvent pas relancer l'économie car c'est l'affaire de l'État qui avec sa fiscalité et son budget est seul capable de le faire. Mettre en place un système de transport selon des règles qui nous paraissent conforme à la sociologie du pays est impossible. Réglementer les flux de population ou élaborer une réglementation sur le régime des biens ou du domaine public est hors de portée des collectivités décentralisées. Nous pouvons multiplier les exemples, la cause est entendue :

c'est impossible parce que la constitution ou la loi l'interdisent . En clair , la Guadeloupe, dès lors qu'elle a choisi la départementalisation doit s'intégrer c'est à dire disparaître pour se mettre en conformité avec l'idéal type français. Pour vivre avec nous, il faut devenir ce que nous sommes. Faire de la politique en Guadeloupe , c'est à dire administrer le pays à partir des données locales, est quasiment impossible car en toutes circonstances, il faut respecter en priorité le droit, les orientations et les structures imposés par le centre. La communauté Guadeloupéenne n'a donc pas de droit collectif . Pour la France , avec la départementalisation, le peuple Guadeloupéen a pris la décision de se saborder. L'absence de pouvoir politique pèse donc sur notre pays. Notre peuple ne peut concevoir son avenir et le construire comme il l'entend .

La difficulté des défis imposent cependant que nous puissions disposer de pouvoir pour faire de la politique . Dans une époque qui exige que les territoires s'intègrent dans de grands ensembles, il faut être maître chez soi pour être un partenaire . Nous croyons que cet objectif peut être atteint grâce à la construction d'une nouvelle organisation politique, composée de la France , de la Guadeloupe et d'autres pays comme le nôtre , qui prenne en compte l'histoire, la culture et les principes de chacun et non par l'intégration à une République française qui existe déjà . A des gouvernements régionaux le soin d'administrer le plus largement possible leurs affaires

internes. A des structures centrales, la mission de régler les problèmes communs et notamment la mutualisation des ressources et leur redistribution équitable entre tous les membres . Ensemble enfin, donnons à cette organisation un fond commun de principes élaboré à partir de nos expériences respectives.

L'assimilation et l'intégration à la française qui font office de politique depuis 1848 ne sont pas pour nous la bonne voie car elles programment notre disparition . Le respect des droits collectifs de notre pays est la seule voie qui permettra de le sortir de ses difficultés , de ses peurs et favorisera son épanouissement sans trahir son passé et sa nature profonde.

Voilà le nouveau contrat politique que nous proposons aux Guadeloupéens trop souvent meurtris, manipulés , dupés par la rhétorique universaliste française amplifiée par de puissants relais guadeloupéens. La Guadeloupe n'a pas vocation à être en permanence sous tutelle et sous surveillance. Donnons nous enfin les moyens d'être nous-mêmes .

A.JEREMY

UNE ÉCONOMIE DE SUPERMARCHÉ

La condition pour exister dignement dans le monde aujourd'hui comme dans celui d'hier ou de demain, c'est de disposer d'une économie performante qui satisfasse les besoins matériels et immatériels de la population.

Cependant depuis que notre communauté existe, nous n'en prenons pas la direction. Depuis toujours les territoires extérieurs au territoire français doivent participer au développement de la France et ne pas concurrencer ses activités. En 1946, la mise en place des principes d'une égalité de droit n'a pas changé fondamentalement ce principe: les salaires ont certes augmenté et la protection sociale appliquée, mais la logique économique n'a pas évolué. Les subventions allouées par PARIS soit sous forme d'investissement ou de compensation pour permettre le fonctionnement d'entreprises condamnées constituent de la demande pour l'économie française et participent donc à son renforcement. Il n'est pas question de permettre à la Guadeloupe de se doter d'une économie performante car cela remettrait en question le lien qui la lie à la métropole et ruinerait la propension française à faire croire que la République est porteuse de civilisation et de bien être matériel. C'est pourquoi, notre économie est structurellement déséquilibrée. Les

principaux déséquilibres sont les suivants :

1. Déséquilibre entre les biens produits et les biens consommés : La Guadeloupe consomme nettement plus que ce qu'elle produit.
2. Déséquilibre commercial : la Guadeloupe importe nettement plus que ce qu'elle exporte.
3. Déséquilibre financier : les dépenses publiques sont plus élevées que les recettes collectées en Guadeloupe.
4. Déséquilibre de paiements car les ressources financières internes sont nettement plus faibles que les besoins financiers.
5. Déséquilibre du marché du travail avec un chômage considérable.

Ces déséquilibres sont la conséquence de politiques mûrement réfléchies qui tendent à maintenir la Guadeloupe dans l'assistance avec les conséquences que l'on sait. En effet, en alignant les salaires sur ceux de la zone la plus développée, les conditions ont été mises en place pour un démantèlement des activités des régions qui de tous temps ont été spécialisées dans la production de biens primaires. Afin de faire bonne figure, des politiques de compensation

et d'indemnisation sont mises en place pour maintenir ces activités en vie .Par ailleurs, la consommation s'accroît avec l'alignement des salaires et la protection sociale et favorise le développement d'activités commerciales et de services qui lui sont liés .Le tourisme de son côté décuplé par une défiscalisation qui enrichit les riches français de France participe au même mouvement puisque la demande additionnelle qu'il engendre favorise les activités commerciales en Guadeloupe qui sont des débouchés pour des activités industrielles françaises et européennes. Le tour est ainsi joué : des guadeloupéens qui gagnent plus d'argent dans le cadre d'une société d'une rare inégalité et une Guadeloupe qui s'appauvrit dans le domaine économique car incapable d'assurer la satisfaction des besoins internes de la population .Des guadeloupéens enfin en permanence assistés et des pouvoirs publics qui ne manquent jamais une occasion de le faire remarquer avec mépris.

Notre pays vaut nettement mieux .Il a des ressources pour engager une politique économique digne de ce nom et qui tende à le doter d'un appareil économique solide et efficace. Nos atouts sont une volonté de prouver que l'on tente d'étouffer en permanence, des ressources humaines de qualité qui sont le fruit du courage et de l'abnégation de nos compatriotes et non simplement comme les français le disent la conséquence des actions menées dans le cadre de la départementalisation et une situation insulaire qui au contraire de ce que l'on dit , élargit les marges de manoeuvre .Nos handicaps sont

une bureaucratie envahissante qui dispose d'avantages considérables, le comportement des Autorités françaises qui font tout pour bloquer notre développement , l'interdiction de protéger notre marché et des règles de financement de la protection sociale qui renchérissent le prix du travail sans pour autant donner une couverture sociale de qualité .

Une nouvelle initiative de croissance est indispensable pour parvenir à un développement diversifié, solide, durable et équitable. Cette initiative vise à augmenter un taux de croissance encore trop modeste avec des activités phares comme le tourisme et les technologies de l'information qui vont augmenter la taille du marché interne, une agriculture et une industrie pour la satisfaction des besoins internes ,la suppression du financement de la protection sociale à partir des salaires versés et la création d'un impôt social progressif payable par les entreprises et les particuliers ,une aide fiscale à l'investissement simple et débureaucratisée , une protection modulée du marché , une participation des travailleurs à la gestion des entreprises et enfin une répartition équitable entre tous des fruits de la croissance.

La Guadeloupe en tous cas n'est pas vouée à l'assistance française .Nous valons mieux que d'être une économie de supermarché .

J. CUVELIER

AMBIGUÏTÉ DE LA CULTURE

La Guadeloupe est actuellement confrontée à de nombreux et complexes défis sociaux et culturels. Citons parmi ces défis :

- Défis des mouvements de population en provenance de France et de la Caraïbe : des Guadeloupéens toujours plus nombreux quittent leur pays pour étudier ou trouver du travail et ils sont rapidement remplacés par des personnes étrangères ce qui favorise une modification de la sociologie du pays, une montée du racisme et des discriminations.
- Défis de l'insécurité : A l'école ou dans les rues les actes malveillants se multiplient sans que la police puisse y mettre de l'ordre.
- Défis des inégalités sociales : Elles se multiplient dans tous les domaines et certaines engendrées par la prime de 40% allouée aux fonctionnaires sont légales.
- Défis enfin de la culture : Les quelques bribes sauvegardées pendant les premières années de la colonisation ont tendance à disparaître emportée à la fois par l'assimilation française dont l'efficacité a nettement augmenté avec les technologies de l'information et la

mondialisation qui est dominée par les anglo saxons .

Les Guadeloupéens éprouvent de plus en plus de difficultés pour régler avec sérénité les problèmes qui en découlent. Cette incapacité a des racines profondes. C'est en effet le résultat d'une politique d'assimilation rarement vue dans l'histoire du monde que les français ont probablement hérité de Rome. Les français d'aujourd'hui sont il faut s'en rappeler les descendants des gallo romains. En effet, la colonisation française vise d'instinct à l'assimilation. Ainsi dans un style très particulier typiquement français tend à se réaliser une contagion culturelle , plus exactement une infusion des mœurs .Une idéologie sociale et politique s'est même développée sur ce thème : dominateurs et dominés forment une grande famille .La colonisation est l'association de deux races humaines : les braves noirs sont des alliés acquis à la France et qui acceptent ses bienfaits .La France pense et pratique donc l'intégration comme un processus qui vise à franciser, en parant son comportement des oripeaux de l'universalisme. Toutes les institutions ont été de tous temps mis au service de cet objectif, transformer des sauvages et des barbares en bon français. Le Conseil constitutionnel et le Conseil d'État dans le domaine juridique si important dans la rhétorique française ; la Cour des comptes et le Trésor dans le domaine des finances publiques ; l'Académie française et l'école pour imposer

l'acquisition de la langue française et l'histoire ; l'Armée et l'église pour diffuser les valeurs d'ordre et le catholicisme ; et enfin les medias qui sont entrain de nous imposer une autre vision du temps et de l'espace. Cette politique plus que centenaire qui a rarement varié avec les régimes politiques a favorisé la marginalisation des Guadeloupéens et introduit dans la conscience Guadeloupéenne des germes d'infériorité.

De graves conséquences en résultent qui donnent à notre société ses traits particuliers. Par exemple, la Guadeloupe est tout d'abord incapable de se penser elle même avec des concepts qui lui sont propres. Les idées viennent la plupart du temps de France ce qui limite la capacité des réflexions à comprendre et expliquer la logique de notre société et donc de la transformer. Nous sommes aussi incapable de préparer et de construire l'avenir collectivement en raison d'un fort individualisme et d'une difficulté à faire ensemble. La méfiance empoisonne les relations entre Guadeloupéens. Or, encore plus qu'avant, la force d'un pays, sa capacité à surmonter les nombreuses épreuves qui émaillent la vie de la plupart des pays dépend très largement du primat donné au collectif et donc au groupe. Les relations professionnelles généralement très heurtées illustrent bien la force de cette méfiance. Le caractère multi ethnique de la Guadeloupe alimente des comportements discriminatoires d'une rare violence. Chaque groupe ethnique qui est parfois un groupe social inflige aux autres un traitement souvent odieux, peu respectueux des droits de l'homme. On assiste enfin à une montée inquiétante du

conservatisme qui favorise les crispations des acteurs sociaux et la prééminence des générations les plus âgées.

Si ces tendances se maintiennent, l'avenir s'annonce particulièrement sombre .Nous, par contre, nous croyons à une Guadeloupe bien différente de celle d'aujourd'hui. Les Guadeloupéens ont vécu une histoire trop violente et peu respectueuse des droits naturels des individus pour se laisser aller à des comportement aussi peu dignes .La Guadeloupe doit au contraire se préparer à assumer le monde et la société telle qu'ils sont et devenir dans un monde qui apprend la diversité exemplaire. La Guadeloupe, en effet, est une société monde .Se retrouvent sur son territoire, des femmes et des hommes en provenance de partout. Par ailleurs, il s'agit dans la plupart des cas d'individus chassés par la misère qui ont la solide impression qu'ils ont été sacrifiés par leurs frères Nous devons faire de cette société une référence en utilisant l'école et plus généralement toutes les institutions. Notre modèle est donc celui du respect de la différence .Notre socialisation doit faire de ces différences non un handicap à extirper mais une référence à consolider régulièrement. Cette priorité admise , alors nous serons plus à même de régler les problèmes qu'imposent les défis contemporains .Les Guadeloupéens sont des femmes et des hommes au fond réalistes, ayant le solide pragmatisme des paysans attachés à leur terre . Nous avons en tous cas un message à adresser au monde, celui du respect des différences, de la solidarité et de confiance dans l'avenir ..

J. RADEGONDE

CULTURE ET VALEURS

LES ÉCRIVAINS GUADELOUPÉENS (5)

MAX RIPPON

Max Rippon est né le 29 février 1944 à Grand-Bourg (Marie-Galante). Son enfance se déroule à Grand-Bourg jusqu'à l'âge de onze ou douze ans. Depuis il vit en Guadeloupe continentale. Mais il se définit et reste fondamentalement marie-galantais. Son univers d'enfance est celui du quartier de Lalé Pôyé à Grand-Bourg. C'est un univers fantastique. Dans un récit autobiographique, *Le Dernier Matin*, il décrit les méandres de cet univers unique, magique et insaisissable où, dans une atmosphère hyper-dimensionnée par rapport aux aspirations (et aux courtes jambes) de l'enfant; les rues et les arbres de son quartier n'ont pas de limites. C'est dès cette période de l'enfance que l'auteur a forgé, embelli ou dramatisé. En tant que témoin direct Max Rippon a engrangé ses impressions sur Marie-Galante. Il a appris à connaître certaines personnes, certaines choses du «système marie-galantais» car, pour lui, Marie-Galante est un système qui ne peut se dévoiler qu'à ceux qui veulent bien lui consacrer une part essentielle de leur énergie. Au lycée Carnot, Rippon fréquente de jeunes poètes, dont Sony Rupaire avec qui il partage une longue amitié. Il écoute ce qui se fait dans le pays, participe aux concours de citations et y excelle. Très tôt, il dynamise la vie associative en créant: Les Colibris, l'Amicale des Marie-Galantais et le journal AÏCHI. Avec son ami Henri Lopès, le romancier congolais, et avec Guy Tirolien, son guide, ils discutent de la poésie et de la culture antillaises.

Max Rippon se donne la mission de transcrire la mémoire collective de son pays. Marie-Galante sera alors la source de toute son inspiration. C'est sous l'insistance de Guy Tirolien que Rippon se décide à écrire puis à publier ses premiers textes. Il publie un premier ouvrage en 1987, *Pawòl naïf*, dans une maison d'édition qu'il crée lui-même, Aïchi Editions. Ce premier recueil le fera découvrir, initiant la riche collaboration avec les Editions Jasor dont il sera le premier auteur publié, en 1989, avec *Feuilles de mots*. Écrivain d'une grande rigueur, Max Rippon a le souci du détail vrai.

Oeuvres principales:

Poésie:

- *Pawòl naïf: recueil de textes libres*. Grand-Bourg, Marie-Galante: Aïchi Editions, 1987.

- *Feuilles de mots: recueil de pawol ordinaires* (suivi de) *Déotwa ti-parol nèf à usage de proverbes*. Pointe-à-Pitre: Jasor, 1989.
- *Dé goût dlo pou Dada*. Pointe-à-Pitre: Jasor, 1991.
- *Agouba*. Pointe-à-Pitre: Jasor, 1993.
- *Rékòt: Brisures de mots*. (préface de Maryse Condé, écho plastique: Michel Rovelas) Pointe-à-Pitre: Jasor, 1996.
- *Débris de silences*. Pointe-à-Pitre: Jasor, 2002.

Récit:

- *Le dernier matin*. Point-à-Pitre: Jasor, 2000.
-

Beaux livres:

- *Marie-Galante: itinéraires*. Avec des photographies de Gérard Delvecchio. Grand-Bourg, Marie-Galante: Aïchi Éd., 1997.

Roman:

- *Marie La Gracieuse*. Pointe-à-Pitre: Jasor, 2003.
-

SONNY RUPAIRE

Sonny Rupaire est né le 7 novembre 1940 à Capesterre-Belle-Eau (Guadeloupe). Son enfance est tôt marquée par le décès de sa mère en 1947. Les études secondaires au Lycée Carnot de Pointe-à-Pitre (1953) puis l'École Normale (à Pointe-à-Pitre, 1959) sont pour lui l'occasion de la fraternité partagée, et surtout le lieu de révélation du poète ; ainsi, il participera pour la première fois aux Jeux Floraux en 1955..À la fin de ses études en 1961, Rupaire prend son premier poste comme instituteur à Saint-Claude (Guadeloupe). Il refuse de faire la guerre d'Algérie dans le camp des forces coloniales françaises et il rejoint l'A.L.N. (l'Armée de Libération Nationale) algérienne. Rupaire reste en Algérie après l'indépendance du pays en juillet 1962 et devient professeur au Lycée de Douera, près d'Alger. Il participe à la mise sur pied d'une politique de l'éducation algérienne. Après le massacre à Pointe-à-Pitre au mois de mai 1967 par les forces françaises de nombreux Guadeloupéens, Sonny Rupaire prend la décision de rentrer en Guadeloupe et d'écrire en créole. Vers la fin de l'année 1967, il part vers Cuba où il va représenter l'A.G.E.G. (Association Générale des Étudiants Guadeloupéens) auprès de l'O.C.L.A.E. (Organisation Continentale Latino-Américaine des Étudiants) de 1968 à 1969. En 1969, il rentre clandestinement en Guadeloupe, sous le pseudonyme de « Camarade Max ».

Rupaire restera dans la clandestinité jusqu'à son amnistie par le gouvernement français en 1971. En 1971, il participe à la création de l'U.T.A (Union des Travailleurs Agricoles de Guadeloupe) : le premier syndicat guadeloupéen non rattaché à une centrale française. La même année, son recueil de poèmes bilingue, *Cette igname brisée qu'est ma terre natale, ou Gran parade ti cou-baton*, paraît pour la première fois. Sonny Rupaire est mort en Guadeloupe le 25 février 1991. Il peut être considéré comme le père de la poésie en langue créole .

Oeuvres principales:

Poésie:

- *Cette igname brisée qu'est ma terre natale / Gran parad ti kou baton*, poèmes en français et en créole. Paris: Éditions Parabole 1971, 1973; Paris: Éditions Caribéennes, 1982.

JOYEUX NOËL
BONNE ANNÉE 2006



SUIVEZ L'ACTIVITE DE LA CONVENTION POUR UNE
GUADELOUPE NOUVELLE EN VOUS RENDANT SUR SON SITE
INTERNET(<http://guadeloupeconvention.typepad.com>) OU EN
TELEPHONANT AU : 0690488641



POUR DONNER UNE NOUVELLE CHANCE À LA GUADELOUPE, REJOINDRE
UN PARTI ATTACHÉ AUX PRINCIPES DE LA DÉMOCRATIE ET DÉTERMINÉ À
DÉFENDRE EN TOUTES CIRCONSTANCES LA GUADELOUPE , ADHÉRER A
LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE, EN LIGNE OU EN
NOUS ÉCRIVANT AU 22 BIS RUE ALEXANDRE ISAAC OU PAR COURRIEL :
guadeloupeconvention@wanadoo.fr.

LA NATION

22 BIS RUE ALEXANDRE ISSAC POITE A PITRE

FONDATEUR : CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE

DIRECTEUR DE LA REDACTION / REDACTEUR EN CHEF : JEAN PAUL

ELUTHER RÉDACTION : ELUTHER ENA ; J. CUVELIER ; PAUL NOIRTE ; J. RADEGONDE ;
A. JEREMY